

P r o j e t :  I n i t i a t i v e	<b>P S / 2 0 2 4</b>
	<b>Médiatisation 3 modules pédagogiques Devis 00001-202405</b>

## CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES

PORTEUR	Henri Benoit
FONCTION	Porteur de SHIFT
MAIL	<a href="mailto:Henri.benoit@univ-grenoble-alpes.fr">Henri.benoit@univ-grenoble-alpes.fr</a>

## CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES

### Entre les soussignés :

**L'Université d'Avignon** inscrite sous le numéro SIRET 198 406 852 00 204 dont le siège est situé au 74 rue Louis pasteur 84 029 AVIGNON cedex 1, représentée par Georges Linares, président représentant légal, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé(e) « le Prestataire »

Et

**L'Université Numérique en Santé et Sport.fr**, groupement d'intérêt public, inscrit sous le numéro SIREN 185 921 657, dont le siège est sis 2401, rue de la Piscine, 36800 Saint Martin d'Hères, représentée par sa Directrice, Béatrice BOURY, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée l'« **UNESS** »,

### Il est arrêté et convenu entre les parties ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la présente Convention

La présente Convention a pour objet de définir les objectifs et modalités de réalisation des prestations, confiées au Prestataire. Les prestations attendues sont la médiatisation des trois ressources suivantes :

##### Ressource 1 : insulino-résistance

Médiatisation d'une ressource web à destination des étudiants de STAPS pour qu'ils puissent visualiser les flux (glucose, glucagon, insuline) et le taux de glycémie à différents niveaux (circulatoire, tissu adipeux, foie, muscle et pancréas) et sous certaines conditions (repos vs. exercice, insulino-résistant vs. insulino-sensible, à jeun vs. postprandial). La ressource est

accompagnée de textes dynamiques explicatifs qui changent selon les combinaisons mutuellement exclusives sélectionnées et les modalités d'observation choisies.

#### Ressource 2 : hypoxémie

Médiatisation d'une ressource web à destination des étudiants de STAPS pour qu'ils puissent comprendre la notion d'hypoxémie. Sur la base d'une illustration d'un coeur, les étudiants pourront observer les débits sanguins et l'alimentation en oxygène des muscles sous différentes conditions (équilibre vs. déséquilibre) ; d'autres boutons seront disponibles sous d'autres modalités d'observation (ventricule, alvéole, etc.) pour observer les flux, les taux d'oxygénation, etc.

#### Ressource 3 : consommation en oxygène

Développement d'une ressource web à destination des étudiants de STAPS pour qu'ils puissent observer les niveaux de saturation de l'hémoglobine en oxygène situés sur la courbe de dissociation de l'oxyhémoglobine en fonction, notamment, de la pression partielle en oxygène. La courbe illustre l'équation de Hill et les étudiants pourront interagir avec des sliders pour atténuer les valeurs de certaines variables (P50, débit cardiaque, taux d'hémoglobine) pour observer les contenus en O<sub>2</sub> artériel et veineux, la différence artério-veineuse en O<sub>2</sub> et la consommation d'O<sub>2</sub> des muscles.

### Article 2 : Durée et date d'effet

La présente Convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties. Elle est conclue pour toute la durée d'exécution des prestations.

### Article 3 : Engagements - Conditions d'exécution des prestations

Le prestataire s'engage à réaliser les prestations, détaillées dans l'article 1 et à mettre en œuvre toute la diligence requise conformément à l'obligation de résultat qui lui incombe.

Si le Prestataire a recours à un sous-traitant pour l'exécution d'une partie de la prestation, il demeurera pleinement responsable, vis-à-vis de l'UNESS, de la bonne exécution des prestations par son sous-traitant et s'assurera que ce dernier s'engage à respecter toutes les obligations mentionnées aux articles 10 et 12 ci-dessous.

Par ailleurs, le Prestataire s'engage, dans ses relations avec son sous-traitant, à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits de propriété intellectuelle sur les prestations réalisées par son sous-traitant de façon à ne pas limiter les droits conférés à l'UNESS.fr, tels que définis à l'article 11 de la présente Convention.

### Article 4 : Évaluation de la prestation

Le Prestataire accepte que sa prestation donne lieu à une évaluation par l'UNESS.fr ou par toute personne mandatée par elle. L'UNESS.fr procédera à une évaluation lorsque l'ensemble des documents cités aux articles 6.2 et 9 auront été reçus à l'adresse mentionnée à l'article 5. Cette évaluation doit s'avérer positive eu égard au respect des engagements techniques et financiers du Prestataire et fera partie des documents soumis pour la mise en paiement de la facture envoyée par le Prestataire.

### Article 5 : Notifications

Les documents doivent être envoyés à :

[achats@uness.fr](mailto:achats@uness.fr)

## Article 6 : Conditions financières

### 6.1 : Prix

Selon les modalités indiquées à l'article 6.2 ci-dessous, l'UNESS s'engage à verser au Prestataire, en contrepartie des engagements pris par ce dernier dans le cadre de la présente Convention, une somme d'un montant global de :

<b>39 900 € HT</b>
--------------------

**Ce prix comprend l'ensemble des prestations, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, les frais afférents à l'assurance, ainsi que l'acheminement postale des documents à fournir.**

**Aucun frais supplémentaire ne sera facturé.**

En cas de résiliation anticipée de la présente Convention, ce montant pourra être minoré dans les conditions définies à l'article 8.

### 6.2 : Modalités de facturation et de paiement

Le paiement de cette prestation se fera selon les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues au Prestataire seront payées après le service fait dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement et sous réserve de l'évaluation positive et de l'admission des prestations.

Le paiement se fera selon la répartition suivante, à chaque livraison d'un module médiatisé :

- à la livraison du premier module : 13 300 € HT
- à la livraison de second module : 13 300 € HT
- à la livraison du troisième et dernier module le solde, à savoir 13 300 € HT.

La demande de paiement (facture) sera établie en un original et 2 copies et comportera toutes les mentions légales et obligatoires. Elle sera établie au nom du **GIP UNESS.fr** et sera transmise à l'adresse mentionnée à l'article 5 de la présente Convention et déposée sur Chorus Pro.

L'UNESS effectuera le paiement de la facture par virement administratif sur le compte du Prestataire, aux coordonnées suivantes :

**TITULAIRE : UNIVERSITE D'AVIGNON AGENT COMPTABLE**  
**IBAN : FR76 1007 1840 0000 0010 0233 680**  
**BIC : TRPUFRP1**

lesquelles ont été transmises à l'UNESS.fr préalablement à ladite Convention de prestations de services.

## Article 7 : Modifications

Tout changement d'affectation et/ou toute modification affectant la prestation ou un élément de la convention de prestations de services doit obligatoirement et immédiatement être signalé à l'UNESS par écrit et faire l'objet d'une approbation de l'UNESS.

## Article 8 : Résiliation

**8.1 :** La présente Convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs de ses obligations, dans la mesure où cette partie n'a pas remédié à son manquement dans un délai de trente jours à compter de la notification dudit manquement par lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Le paiement du au Prestataire à la date d'effet de la résiliation est liquidé en fonction des prestations effectivement réalisées.

Ainsi, s'il est notamment constaté le non-respect des dispositions de la présente Convention par le Prestataire, l'UNESS se réserve le droit de résilier la Convention et d'exiger le remboursement de tout ou partie du règlement versé.

De même, s'il est constaté que les travaux n'ont pas été menés avec la diligence et le savoir-faire nécessaire ou ne respectent pas l'objet de la prestation, une décision de résiliation accompagnée d'une révision du montant de la Convention à hauteur du travail réellement accompli pourra être prononcée.

La résiliation de la Convention n'ouvre droit à aucun dédommagement.

**8-2 :** La Convention est résiliée de plein droit, dans le cas où le Prestataire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code du commerce.

La présente Convention est également résiliée de plein droit en cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable du Prestataire.

#### **Article 9 : Pièces à fournir impérativement par le prestataire**

Dans le cas où le montant de la prestation serait supérieur à 5 000 € HT, le Prestataire s'oblige à fournir, conformément aux dispositions des articles L 243-15 et D 243-15 du code de la sécurité sociale et des articles L 8222-1, R 8222-1 et D 8222-5 du code du travail :

- **Une attestation de vigilance**, délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, attestant du respect des obligations de déclarations et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ;
- Si l'immatriculation du Prestataire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
  - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces documents devront être remis **tous les six mois** et ce jusqu'à la fin d'exécution de la présente Convention.

#### **Article 10 : Obligation de discrétion – secret professionnel**

Le Prestataire considérera comme confidentiel et s'interdit de divulguer toute information, communication de renseignements, données, documents ou objets quelconques, reçue à l'occasion de l'exécution de la présente Convention. Ces informations, renseignements, données, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'UNESS, être communiqués à d'autres personnes étrangères à la réalisation des prestations. L'obligation de confidentialité du Prestataire continuera après expiration de la présente Convention, aussi longtemps que lesdites informations n'auront pas été rendues publiques par l'UNESS.

A titre de réciprocité, l'UNESS considérera comme confidentiel et s'interdit de divulguer toute information, communication de renseignements, données, documents ou objets quelconques, reçue à l'occasion de l'exécution de la présente Convention. Ces informations, renseignements, données, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du Prestataire, être communiqués à d'autres personnes étrangères à la réalisation des prestations.

De ce fait, les deux parties s'engagent à informer leur personnel respectif qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution de la présente Convention.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du Prestataire et de l'UNESS.

## **Article 11 : Propriété intellectuelle**

### **- 1) Définitions :**

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de la Convention.

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de la Convention.

Au titre de la présente Convention, les résultats attendus sont notamment les suivants :

- Des modules web interactifs
- Aux designs validés par le commanditaire
- Les 3 modules devront être livrées avant le 31 août 2024.

### **- 2) Droits de propriété sur les connaissances antérieures :**

La conclusion de la Convention n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'UNESS et le Prestataire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Le Prestataire s'engage à n'utiliser, pour l'exécution de la présente Convention, que des connaissances antérieures :

- appartenant au domaine public et/ou qui sont librement exploitables par l'UNESS, ou
- dont il a la pleine propriété ou les droits d'utilisation nécessaires, étant précisé que dans l'hypothèse où le Prestataire ne détient pas la pleine propriété desdites connaissances antérieures, il devra en informer expressément l'UNESS préalablement à leur utilisation dans le cadre des prestations, objet de la présente Convention, requérir son approbation préalable et s'assurer que l'UNESS.fr pourra obtenir une licence d'utilisation de celles-ci de la part du tiers concerné, ou

- dont l'UNESS.fr a la propriété ou la libre exploitation.

Lorsqu'il utilise des connaissances antérieures, incorporées aux résultats ou non incorporées aux résultats mais nécessaires pour utiliser les résultats, dont il a la pleine propriété, le Prestataire cède à l'UNESS, à titre non exclusif, sans rémunération additionnelle, ses droits patrimoniaux y afférents, à savoir :

- le droit de reproduction et d'utilisation pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, sur tout support actuel ou futur et ce sans limitation de nombre tel que notamment papier, magnétique, optique, vidéographique ou autre, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- le droit de représentation et de diffusion, de quelque façon que ce soit, sur quelque support, réseau que ce soit, édition ;
- le droit d'adaptation, de traduction en toute langue ou langage, le droit de corriger de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de maintenir, décompiler, modifier, assembler, transcrire ;
- le droit de distribution à des tiers pour être réutilisés.

Cette cession est réalisée pour toute la durée de protection légale des droits d'auteur accordée par la législation française et internationale et pour le monde entier.

### - **3) Propriété des résultats :**

Le Prestataire cède, en totalité à l'UNESS ses droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale afférents à tous les résultats des prestations, objet de la présente Convention, sur le territoire français et dans le monde entier, à compter du complet et parfait paiement du prix, pour toute la durée de protection légale des droits d'auteur accordée par la législation française et internationale.

Conformément au droit de la propriété intellectuelle, il est précisé que lesdits droits comprennent notamment :

- L'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les Résultats à des fins commerciales ;
- le droit d'adapter les résultats, entendu comme le droit de modifier, d'arranger tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tous supports connu ou inconnu à ce jour, de manière directe ou indirecte ;
- le droit de licencier ou sous-traiter à tout tiers en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit par tout type de contrat, et notamment par voie de licence, de contrat de prestation de service, sous toute forme, tout ou partie des droits cédés, à titre temporaire ou définitif, onéreux ou gratuit, et notamment le droit de faire réaliser la tierce maintenance applicative des résultats par tout tiers de son choix.

Les résultats seront soumis à la licence créative Commons suivante :

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions



## **Article 12 : Protection des données à caractère personnel**



Dans le cadre de la présente Convention, le Prestataire est considéré comme un sous-traitant au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés dite loi « Informatique et Libertés » et du Règlement UE 2016/679 du Parlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données dit « Règlement général sur la protection des données »,

En tant que sous-traitant, le Prestataire pourra être autorisé à traiter, pour l'exécution des prestations objet de la présente Convention, des données à caractère personnel pour le compte et uniquement sur instruction du responsable de traitement, l'UNESS.

Le Prestataire s'engage à ce que ses prestations soient en conformité avec la loi « Informatique et Liberté » suscitée et le Règlement UE 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données ».

A cet effet, il s'engage à :

- prendre toutes les précautions utiles et à mettre en œuvre toutes les mesures, notamment techniques et organisationnelles appropriées, afin de préserver la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel auxquelles il pourra avoir accès dans le cadre de la présente Convention ;
- s'interdire de communiquer ces données à caractère personnel à qui que ce soit et d'en faire un quelconque usage autre que celui strictement nécessaire à l'exécution de ses obligations au titre de la présente Convention ;
- ne pas effectuer de flux transfrontaliers hors UE des données à caractère personnel qui pourraient lui être communiquées par l'UNESS.fr dans le cadre de l'exécution de ses prestations ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UNESS.fr, conformément à l'article 30 § 2 et suivants du Règlement général sur la protection des données, et à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, de mettre le registre précité à sa disposition ;
- prendre, en cas de violation de données à caractère personnel entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, toutes les mesures nécessaires pour atténuer tout risque immédiat et potentiel pour les personnes concernées et à notifier la violation de données à l'UNESS.fr. La notification doit décrire la nature de la violation, ses conséquences probables, les mesures prises par le Prestataire et tout élément permettant à l'UNESS.fr de prendre des mesures proportionnées au risque identifié.

A la fin de la Convention, quelle qu'en soit la cause, le Prestataire s'engage à détruire dans les plus brefs délais toutes les données à caractère personnel en sa possession après en avoir adressé une copie à l'UNESS ou à toute personne qu'elle aura désignée.

D'autre part, les données du Prestataire collectées pour l'exécution de la prestation, font l'objet d'un traitement de gestion et de suivi réalisé par nos services. Elles ont comme fondement légal, l'intérêt légitime et l'exécution du contrat. Les informations communiquées sont à destination exclusive des personnes habilitées au sein de l'UNESS (direction, service financier et comptable, service juridique, DSI) ou de tout organisme public ou administration habilité à les recevoir.

Ces données seront conservées pendant la durée nécessaire à la passation de la convention de prestation de service puis archivées pendant 5 ans.

Le Prestataire peut exercer les droits suivants : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité.

Pour exercer ces droits, il faudra adresser un courriel à [dpd@uness.fr](mailto:dpd@uness.fr)

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr))

### **Article 13 : Litiges**

La présente Convention est soumise aux lois et règlements français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents seront saisis.

Fait en deux exemplaires originaux,

**Date :**

**Date :**

**Pour le Prestataire**

**Georges Linares**

Président Université d'Avignon

**Pour l'UNESS.fr**

**Mme Béatrice BOURY**

Directrice du GIP UNESS.fr